

IL SAKONG

Président de l'Institute for Global Economics ; ancien ministre des Finances de Corée

Merci beaucoup. Il n'est pas facile d'intervenir à la suite d'Angel Gurría. Dans le temps de parole qui m'est imparti, mes premiers commentaires seront assez brefs et généraux.

Avant d'exposer mon opinion, je pense qu'il convient de se rappeler qu'à la fin de l'année 2008, au moment de la faillite de la banque américaine Lehman Brothers, la situation économique mondiale était encore plus critique que celle de l'époque de la Grande Dépression des années 30, en termes de régression de la production industrielle, du commerce mondial et des cours boursiers. Comme nous le savons tous, l'économie mondiale a été en mesure d'éviter une autre Grande Dépression, mais sans pouvoir éviter ce que nous appelons aujourd'hui une Grande Récession.

Sans aucun doute, ce résultat est avant tout dû aux efforts concertés du G20 en matière de politique macroéconomique et à son engagement pour mettre un frein aux mesures protectionnistes. On peut donc dire qu'en sa qualité de comité de gestion, en quelque sorte, de la crise au niveau mondial, le G20 a réussi. Reconnaissons également au G20 le mérite d'avoir entamé avec succès, sans encore avoir entièrement terminé cette tâche difficile, la réforme des institutions qui sont au centre du système officiel de gouvernance économique mondiale. J'entends par là l'initiative prise par le G20 d'actualiser les quotas et la représentation des institutions de Bretton Woods dans le but de mieux les adapter à la réalité économique mondiale actuelle. Les leaders du G20 ont décidé, à juste titre, d'utiliser les organes officiels de gouvernance mondiale, après les avoir dûment réformés pour leur conférer une plus grande légitimité. En d'autres termes, au lieu d'essayer de mettre en place de nouveaux organes de gouvernance mondiale, ils ont préféré adapter et réaligner ceux dont ils disposaient déjà. Selon moi, cette attitude pragmatique était la meilleure alternative, compte tenu de la situation mondiale, qui rend difficile une prise de décision au niveau international.

Après tout, le G20, organisme de gouvernance non officiel et auto-désigné, n'a pas d'origine institutionnelle. Il a donc invité le FMI, la Banque mondiale, l'OMT et l'OCDE à participer à son fonctionnement, chacun dans son domaine propre. La réforme de ces institutions officielles doit être accélérée et en même temps, le G20 ne doit pas se contenter de réunions ad hoc, mais établir avec ces institutions des rapports de travail réguliers. Nous pourrions entrer dans les détails au cours des échanges qui suivront.

Il n'est pas inutile de rappeler que grâce à la direction du G20, des progrès conséquents, bien que non entièrement satisfaisants, ont été effectués dans le domaine de la réglementation financière et de la surveillance, à la fois au niveau national et transfrontalier. Je dois ajouter que notre déception est à la mesure de nos attentes, celles-ci étant souvent irréalistes. Je crois que le G20 en est une illustration. La constellation des puissances mondiales, souvent décrite comme le monde G-Zéro, rend très, très difficile la prise de décision collective. En dépit de cette situation, je pense que le G20 a fait des progrès notables.

Ceci étant dit, j'ai moi aussi été déçu par le G20, qui est censé être le premier forum de coopération économique internationale, dans la mesure où il doit encore faire ses preuves en tant que comité directeur de l'économie mondiale,



et pas seulement en tant que comité de crise. Le G20 est un organisme de gouvernance non officiel et auto-désigné, mais comme je l'ai souligné, les dirigeants du G20 lui ont donné pour mission de devenir le premier forum de coopération internationale.

Que convient-il donc de faire ? Je répondrai par un oui franc et massif à la question de Jim Hoagland, qui demande si le G20 a besoin d'un comité directeur. Le G20 doit renforcer sa gouvernance en s'institutionnalisant davantage. Je mettrai l'accent sur le fait qu'après tout, le Sommet du G20, beaucoup plus qu'un ensemble de réunions annuelles régulières, est un processus. Le mode de fonctionnement actuel veut que l'aboutissement de chaque réunion dépende essentiellement du leadership du pays président. Pour assurer une cohérence et une continuité de la mémoire institutionnelle, le G20 doit davantage institutionnaliser son système de gouvernance. En prononçant le mot « institutionnaliser », je ne veux pas dire que le G20 devrait forcément mettre en place un secrétariat à part entière. Je pense qu'il lui est possible de mieux structurer le système de troïka existant.

Dans ce monde G-Zéro apolaire, la communauté internationale a besoin d'une direction collective. Le G20 peut servir à remplir ce rôle de leadership collectif. Nous avons tous un intérêt direct à faire des efforts particuliers pour rendre le G20 plus efficace et plus légitime en tant qu'organisme de gouvernance internationale.

Je vous remercie.